

Élections législatives en France : la reparlementarisation de la vie politique

par Gala Kabbaj

Dimanche 19 juin s'achevait en France une longue séquence électorale entamée le 10 avril, lors premier tour de l'élection présidentielle. Si ce premier scrutin n'avait retenu qu'un seul gagnant, Emmanuel Macron réélu au second tour face à Marine Le Pen, la tripartition qui travaille le champ politique depuis 2017 se retranscrivait fortement dans les résultats et structure désormais une assemblée nationale divisée entre le groupe Ensemble, la Nupes, le RN. Également, Les Républicains résistent mieux qu'à la présidentielle et disposent actuellement d'une position stratégique dans un contexte où le camp présidentiel n'obtient pas de majorité absolue.

Les législatives de 2022 ont été en tout point des élections inédites. La victoire d'E. Macron aux présidentielles aurait dû, conformément aux séquences politiques précédentes, lui permettre d'obtenir une large majorité à l'Assemblée Nationale. Avant même l'inversion du calendrier électoral, toutes les élections législatives organisées dans la foulée d'une présidentielle confirmaient le choix du camp majoritaire. Cette réalité a été fortement intériorisée comme une réalité indépassable par les forces politiques dans leur manière de faire campagne.

Pour la première fois, l'idée que le Président de la République nouvellement élu devait être contrôlé par une assemblée d'une couleur politique différente était majoritaire dans l'opinion. Cette situation inédite a invité les dirigeants de la future *Nupes*, au premier rang desquels Jean-Luc Mélenchon, à lancer une campagne innovante mettant en scène cette élection comme un troisième tour de la présidentielle et lestant son issue avec la possibilité « d'élire » JL. Mélenchon comme Premier Ministre. Cette stratégie d'alliance se fonde, immédiatement après le second tour, sur un accord électoral entre les partis de gauche et un programme partagé.

L'élection se distingue aussi des précédentes par son résultat. Les forces politiques du camp présidentiel n'ont pas atteint la majorité absolue de 289 sièges. *Ensemble*, la coalition présidentielle rassemblant *Renaissance* (ex- En Marche), le Modem et Horizons, obtient ainsi 245 sièges, la *Nupes* (NUPES) 131 (+22 divers gauche) et le Rassemblement National (extrême droite) 89. Le camp macroniste se retrouve contraint de trouver un accord avec Les Républicains (74 sièges), moins défaits qu'ils ne l'avaient été aux présidentielles.



La dynamique de tripartition qui a marqué la présidentielle trouve désormais sa transcription au sein de l'Assemblée. Cette réalité tripartite est d'autant plus surprenante que les règles institutionnelles avaient empêché l'accès à l'assemblée d'un groupe d'extrême-droite depuis 1986 et largement minoré le poids de la gauche radicale depuis 2012.

Autre fait marquant, l'abstention atteint les 53%. Par rapport aux élections présidentielles, le corps électoral s'est resserré sur les groupes les plus votants, sans pour autant modifier radicalement les différents conglomerats mobilisés. La compréhension des dynamiques de mobilisation/démobilisation et la définition de chacun des électors éclairent cette situation inédite.

Le camp présidentiel dans la tourmente

En 2017, la République en Marche obtenait à elle-seule 314 députés (361 pour l'ensemble de la coalition). En 2022, *Ensemble* n'en obtient que 245, dont seulement 170 pour le parti présidentiel. La dégringolade est amplifiée par l'élimination de personnalités emblématiques de la macronie (Richard Ferrand, Christophe Castaner, Jean-Michel Blanquer) et membres du gouvernement Elisabeth Borne, formé le 20 mai dernier (Amélie de Montchalin, Ministre de la Transition écologique, Brigitte Bourguignon, Ministre des Solidarités et de la Santé et Justine Bénin, Ministre de la Mer) forcés donc de le quitter. Ces résultats viennent sanctionner la stratégie d'évitement du parti présidentiel. Au cours d'une campagne marquée par un ensemble de polémiques - répression policière du Stade de France, accusations de violences sexuelles à l'égard de Damien Abad - le camp macroniste espérait que la mise en scène de sa capacité à gouverner lui suffise à avoir la majorité.

Comme à la présidentielle, c'est au sein du bloc bourgeois que Macron et ses candidats ont recruté des électeurs. Ils surperforment au sein des cadres et professions intellectuelles supérieures (33%) et des hauts revenus. 36% des catégories aisées (+ de 2500 euros par mois) et 33% des classes moyennes supérieures (1900-2500 euros) ont voté pour la coalition présidentielle, contre 22% des catégories modestes (900-1300euros) et 11% des catégories pauvres (- de 900 euros). Après le raz-de-marée macroniste aux législatives de 2017, les vagues de la majorité refluent vers l'Ouest, qui constitue désormais sa zone de force. Ce recul bénéficie principalement au RN - dans le Nord et le Sud-Est - et à la *Nupes* dans les grandes villes et en région parisienne. En Ile de France, Ensemble subit une baisse de 8 points par rapport à 2017. Ce recul, s'accompagne d'un déplacement vers l'ouest de la région, qui correspond aux quartiers favorisés, comme lors de l'élection présidentielle.



Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le recul du bloc macroniste. D'abord, le quinquennat mené largement à droite a ouvert un espace pour l'union de la gauche. Celle-ci reprend à *Ensemble* des circonscriptions qui étaient traditionnellement rattachées au camp de la gauche. Mais ce déplacement vers la droite ne leur a pas permis de combler ce qu'ils perdent à gauche, du fait notamment de la résistance des Républicains limitant l'expansion à droite du bloc macroniste.

Enfin, l'affaissement du front républicain empêche le camp présidentiel de gagner suffisamment de second tour face au Rassemblement National. En cas de second entre un candidat RN et un candidat *Ensemble*, seuls 31% des électeurs de la *Nupes* se sont mobilisés pour faire barrage au RN (45% d'abstention et 24% pour le RN) qui en remporte 52%.

Rassemblement national : La fin du barrage républicain ?

Après l'échec au second tour de la présidentielle de Marine Le Pen, où elle a tout de même recueilli plus de 13 millions de voix, le Rassemblement National a mis en place une campagne législative discrète et sans résonance au niveau national. Leurs expressions ont moins consisté à développer des propositions qu'à discréditer la stratégie de Mélenchon et la *Nupes*. Ce manque d'ambition affichée au niveau national a certainement masqué le travail de campagne mené au niveau local et conduit nombre d'observateurs à minorer les résultats que la formation d'extrême droite pouvait obtenir. Le RN a en effet augmenté son score au premier tour des législatives de plus d'1,2 millions de voix comparé à 2017. Et malgré le million de voix engrangé par les candidats de Reconquête, le parti d'extrême droite mené par Éric Zemmour, le parti des Le Pen s'est qualifié second tour dans plus de 200 circonscriptions dont 110 où il arrive en tête. La réussite est double pour le RN avec l'élimination de tous les candidats Reconquête et une conversion inouïe de ses 200 qualifications au second tour en 89 sièges.

Malgré des résultats très élevés dans le cadre des élections présidentielles, le RN n'était pas parvenu depuis 1986 à constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Victime à la fois d'une large démobilisation de ses électeurs, issus en grande partie des groupes populaires peu diplômés, et du système de suffrages à deux tours ou agissait le front républicain, le RN ne parvenait pas à convertir ces hauts scores à la présidentielle en sièges parlementaires.

Mais cette année les choses ont été différentes. Le RN a bénéficié de plusieurs facteurs. Tout d'abord, une entreprise conjointe de banalisation de ses thématiques par un courant réactionnaire puissant porté par des membres du gouvernement, des personnalités de gauche et de droite et par certains médias. À tel point que des notions largement xénophobes comme la théorie du "grand remplacement" ont



désormais leur place dans les discussions. La candidature de Zemmour a également participé à déplacer le centre de gravité des débats vers l'extrême droite et contribué à faire exister différents courants d'extrême droite et ainsi complexifié cet espace idéologique. Ainsi, le RN a connu un recul de voix moins élevé entre les présidentielles et les législatives (-4,5pts) qu'il y a 5 ans (-8pts) tout en partant d'un score plus élevé (23,15%- 21,30%), laissant entrevoir une moindre démobilisation de son électorat.

Puis, la majorité présidentielle, refusant de donner une consigne de vote au niveau national dans le cadre de duels *Nupes*/RN a provoqué l'affaissement du front républicain dans les 200 circonscriptions où le RN était qualifié au second tour. Ainsi, seul 16% des personnes ayant voté pour un candidat *Ensemble* au premier tour ont voté pour la *Nupes* lors du second tour face à un candidat RN, 72% de sont abstenus et 12% ont voté RN. Il semble que la peur d'une alliance de gauche sur un programme de rupture à la logique néolibérale et xénophobe a eu raison du barrage républicain. Au mouvement de banalisation de l'extrême droite s'est ajouté celui de la diabolisation de la *Nupes* et de JL. Mélenchon permettant aux forces libérales de développer une rhétorique autour de l'impossibilité de choisir entre ces deux forces, étant l'une et l'autre "anti-républicaines".

Cette victoire du RN va accroître ses ressources financières (7 millions d'euros par an) et humaines (presque 200 collaborateurs parlementaires). Néanmoins, il s'agit d'un double défi pour le parti. Premièrement, ces députés en quête de légitimité vont devoir prouver qu'ils sont capables de mener un travail parlementaire utile pour leurs électeurs. Cette position est en contradiction avec le statut de parti antisystème cher au RN. Ensuite, la médiatisation et la formation de nouvelles personnalités du parti peuvent créer des remous au sein du RN dont la gestion des dissidences finit systématiquement par le départ (volontaire ou contraint) de ceux qui s'écartent de la ligne de la cheffe du parti.

***NUPES* : à gauche l'espoir renaît**

Le premier tour des présidentielle a confirmé la position centrale de la France Insoumise au sein de l'espace de la gauche. À la suite de ce score, elle a ouvert des négociations avec les partis pour porter une candidature conjointe aux élections législatives. La gauche est parvenue à un accord électoral et programmatique permettant de présenter des candidatures uniques autour de propositions radicales comme la retraite à 60 ans, le SMIC à 1500€ ou encore la règle verte (cadre de la planification écologique), dans chacune des 577 circonscriptions.

Cette stratégie a permis de faire passer la gauche d'une soixantaine de députés à 153 députés réunis dans un inter-groupe commun, et de priver Emmanuel Macron de la majorité absolue en s'installant comme le premier bloc d'opposition.



Dans la continuité des résultats de J.L. Mélenchon aux présidentielles, la *Nupes* consolide ses zones de force dans les grandes villes et les territoires pauvres (Seine-Saint-Denis, Outre-mer). Si l'analyse par âge a largement été mobilisée pour comprendre l'électorat de gauche, (très faible chez les retraités et très haut chez les jeunes) celle-ci reste insuffisante. Les taux élevés chez les chômeurs (28%), chez les personnes ayant un revenu inférieur à 900€ par mois (32%) ainsi que chez les personnes détenant un diplôme supérieur au baccalauréat (29%), dessinent comme à la présidentielle un groupe de votant-es qui appartiennent à la fois à des segments dévalorisés et précarisés du marché du travail et ceux possédant un diplôme sans obtenir de rémunération très élevée.

Géographiquement, nombre de commentateurs s'inquiètent d'un recul de la gauche dans les territoires ruraux où le RN serait dominant. En outre, au sein de la *Nupes* certains ont pointé du doigt le programme jugé trop radical en matière de laïcité, de rapport aux minorités et ou à la police qui aurait coupé la gauche des électeurs des zones rurales chez qui la colère sociale dominerait. Ils proposent une stratégie orientée vers la conquête de cette part de l'électorat séduite par l'extrême droite.

Deux éléments invitent à limiter la portée de cette interprétation. D'une part, les passages d'un vote RN vers un vote de gauche sont quasiment résiduels et même en cas de duel au second tour *Ensemble* et *Nupes*, seuls 18% des électeurs RN ont voté à gauche, témoignant de la difficulté de revenir d'un vote Le Pen.

Ensuite, lors de l'élection présidentielle, il n'y a pas eu de sous vote manifeste pour J-L. Mélenchon dans les territoires ruraux. L'importance du vote RN dans ces espaces géographiques n'implique donc pas l'incapacité de la gauche à s'adresser à ces populations, simplement la nécessité d'en comprendre les spécificités masquées derrière le terme de ruralité. Enfin, les élections présidentielles ont montré que la capacité à articuler les thématiques de l'anti-racisme, du féminisme et de l'écologie avec les questions sociales et économiques constituaient un atout majeur pour une large mobilisation et un travail commun avec les mouvements sociaux.

Une Ecologie Populaire

La question de l'écologie est de ce point de vue emblématique. Son espace électoral était surtout dominé par le parti écologiste (EELV) puis par des candidatures alternatives (paysannes ou animalistes), recrutant jusqu'à l'élection présidentielle de 2022, un électorat majoritairement urbain, fortement diplômé et issus du salariat. Cette sectorisation sociale a été renforcée par une vision individualisante et éthique de l'écologie, en faisant moins une idéologie politique



qu'une manière de conduire sa vie et de consommer. La dépolitisation de l'écologie a aussi conduit à une dépossession des classes populaires de la thématique, pourtant les moins émettrices en carbone et à la fois les plus exposées aux changements climatiques.

Mais la *Nupes* est semble-t-il largement parvenue à dépasser ces obstacles. Tout d'abord, lors de la campagne présidentielle, JL. Mélenchon a développé un projet écologiste s'attaquant au capitalisme financiarisé, plaçant la question sociale et celle des emplois en son cœur et redonnant à l'État un rôle central : la planification écologique comme levier permettant de respecter les rythmes planétaires tout en développant et anticipant les métiers nécessaires.

Puis, le travail d'accord électoral et programmatique mené par la *Nupes* a permis de statuer sur la façon de traiter l'écologie : d'abord en l'inscrivant au sein d'un projet de gauche radical fortement articulé, mais aussi en traçant une ligne étanche entre ce projet et la croyance dans la capacité de l'économie de marché, de l'innovation et des nouvelles technologies à résorber la crise écologique, associée au courants libéraux. Clarifiée, l'écologie constitue désormais pour cette gauche parlementaire une plateforme radicale commune.

La *Nupes* poursuit aussi ses ambitions de constituer un niveau d'organisation permettant aux personnalités associatives et syndicales, impliquées dans des luttes en cours de participer à cette dynamique politique. Ainsi, l'Assemblée Nationale compte désormais parmi ses députés Aurélie Trouvé, ancienne présidente d'ATTAC, Rachel Kéké, femme de chambre et leader syndicale ayant mené une lutte victorieuse contre le groupe Accor, Alma Dufour, militante écologiste ayant coordonné une mobilisation contre Amazon ou encore François Piquemal, militant pour le droit au logement. La *Nupes* a contribué à changer le sens des élections législatives.

Désormais, l'enjeu sera de maintenir l'unité et le nombre, tout en conservant le centre de gravité du côté de la radicalité, tourné vers la défense d'une perspective anti-raciste, féministe, anticapitaliste et écologiste.

Gala Kabbaj est chercheuse au sein du collectif Quantité Critique.

